

On ne change pas un budget qui fait gagner les riches
Michel Husson, Rouge n°2128, 6 Octobre 2005

Le budget 2006 repose sur deux hypothèses : une croissance à 2,25 % et une relative neutralité. Les dépenses, comme les recettes, augmenteraient à peu près comme l'inflation de telle sorte que le déficit serait presque stabilisé (46,8 milliards d'euros contre 45,2 en 2005) et respecterait ainsi la norme européenne de 3 % du PIB. Mais tous ces chiffres sont bidonnés, notamment à cause de la « soulte » versée par EDF (*Le Monde* du 1/10/2005). Les experts de Bercy, comme ceux du FMI, pensent que le déficit réel sera voisin de 3,5 % du PIB - au lieu des 2,9 % affichés - et que la dette publique monterait à 67 % du PIB au lieu de se stabiliser autour de 66 %.

Pour le reste on renvoie au prochain budget la mise en musique de la fameuse « réforme fiscale ». Dans l'immédiat, on maintient les allègements fiscaux (50 milliards d'euros en cinq ans), tout en glissant par ci par là quelques cadeaux supplémentaires, par exemple pour les donations. Les patrons continuent à bénéficier de 19 milliards de baisses de cotisations (2 de mieux) qu'ils empocheront sans créer plus d'emplois, et recevront des crédits d'impôts pour financer la recherche privée. Et les intérêts continuent à représenter l'un des principaux postes budgétaires, bref la rente d'Etat servie aux riches continue de courir.

La consommation est plombée par le blocage des salaires et des revenus sociaux, et les énormes profits des entreprises sont reversés aux actionnaires ou investis ailleurs. Dans ces conditions, la prévision de croissance paraît exagérément optimiste à l'ensemble des conjoncturistes. Pire, le statu quo social risque d'être bouleversé par les luttes à venir, à l'image de celle de la SNCM. Si le budget dérape, comme c'est prévisible, le gouvernement se trouvera vite coincé entre les critères européens et un budget 2007 qui s'annonce comme l'un des plus réactionnaires depuis longtemps, et donc difficilement « vendable ».

La vraie nouveauté, c'est la mise en œuvre de la LOLF (Loi organique de la Loi de Finances) adoptée en 2001 par tous les groupes parlementaires. L'objectif est double : mieux gérer un Etat modernisé, et accroître le pouvoir de contrôle des députés. Mais ces intentions louables recouvrent une véritable machine de guerre. Avec la LOLF, le budget n'est plus ventilé par ministères mais en 34 grandes « missions » et les crédits peuvent être redéployés d'une mission à l'autre. A ce petit détail près : on peut diminuer les dépenses de personnel pour augmenter les dépenses de fonctionnement, mais pas l'inverse. Ce principe - élégamment baptisé « fongibilité asymétrique des crédits » - établit un carcan légal sur l'emploi public (merci la gauche !).

Moderniser, pour ces gens-là, c'est évidemment réduire les effectifs. Et leur objectif à terme est de stabiliser les dépenses en valeur, autrement dit de laisser l'inflation les grignoter chaque année. Mais point besoin d'attendre le prochain : ce budget 2006 donne d'ores et déjà le ton. Il supprime 5000 emplois (notamment dans l'éducation et à Bercy), ne créant de postes qu'à la défense, l'intérieur et la justice ; et il baisse les crédits pour le logement. Tout un programme.